



Nations Unies

ICCD/CRIC(13)/4*



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
14 janvier 2015
Français
Original: anglais

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Treizième session

Bonn, 25-27 mars 2015

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire

Évaluation de la mise en œuvre de la Convention:

Science, technologie et connaissances

Évaluation de la mise en œuvre de la Convention: science, technologie et connaissances

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document comprend une synthèse et une première analyse des informations soumises par les pays parties et autres entités soumettant des rapports pour la période 2012-2013, au sujet de l'objectif opérationnel 3 du plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018) (la Stratégie): science, technologie et connaissances. Il contient également une analyse de trois indicateurs de résultats consolidés aux niveaux mondial et régional. En annexe figurent des informations statistiques plus détaillées au plan sous-régional.

Le document contient en outre des conclusions sur l'état d'avancement des activités se rapportant à la science et à la technologie, ainsi que des recommandations aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention, sur la nécessité d'ajuster, de rationaliser et d'étoffer ces activités en vue d'atteindre l'objectif 3 de la Stratégie.

* Retirage pour raisons techniques le 4 mars 2015.

GE.15-00464 (F) 200215 230215



* 1 5 0 0 4 6 4 *

Merci de recycler



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
II. Indicateur de résultats CONS-O-8: nombre de pays parties touchés ayant mis en place et appuyé un système national de suivi de la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse	4–17	3
A. Analyse au plan mondial.....	5–10	3
B. Analyse régionale	11–17	5
III. Indicateur de résultats CONS-O-10: nombre de plans d'action nationaux révisés attestant que les facteurs déterminants de la désertification/ dégradation des terres et de la sécheresse et leurs interactions sont connus, ainsi que les interactions entre la désertification/dégradation des terres et la sécheresse, d'une part, les changements climatiques et la biodiversité, d'autre part.....	18–26	6
Analyse au plan mondial	19–26	7
IV. Indicateur de résultats CONS-O-11: type, nombre et utilisateurs de systèmes de partage des connaissances pertinents pour la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national décrits sur le site Web de la Convention.....	27–34	8
A. Analyse au niveau mondial.....	28–33	8
B. Analyse régionale	34	9
V. Conclusions	35–41	10
VI. Recommandations	42	11
Annexe		
Tables and figures relating to the performance indicators under operational objective 3		12

I. Introduction

1. Le présent document constitue une synthèse et une première analyse des informations communiquées par les Parties et autres entités soumettant des rapports au sujet de l'objectif opérationnel 3 du plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018) (la Stratégie): science, technologie et connaissances¹.

2. La première partie est consacrée à l'examen de l'état d'avancement, au niveau mondial, de chacun des indicateurs de résultats attachés à cet objectif opérationnel (voir les chapitres II, III et IV ci-dessous) et établit des liens entre les informations communiquées en 2014 et celles l'ayant été en 2010, proposant ainsi une analyse de tendance par rapport à l'objectif mondial fixé pour ces indicateurs². Cette analyse est fondée sur les informations communiquées dans les rapports des pays parties touchés et des pays parties développés et dans les rapports d'autres entités, le cas échéant. Des informations plus détaillées sont présentées dans les sections suivantes consacrées à l'analyse au plan régional pour les pays parties touchés, selon que de besoin.

3. Des conclusions générales sur l'état d'avancement des activités se rapportant à l'objectif opérationnel 3 sont présentées à la fin du document. Des recommandations ont été formulées aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (le Comité) sur la nécessité d'ajuster, de rationaliser et d'étoffer ces activités en vue d'atteindre les objectifs de la Stratégie. Le Comité pourrait vouloir énoncer, à l'intention des Parties et d'autres parties prenantes, des orientations concrètes sur les mesures à prendre pour faciliter la mise en œuvre efficace de la Convention, et faire des recommandations à l'intention des institutions relevant de la Convention au sujet des priorités à inclure dans leurs programmes de travail et leurs budgets pour l'exercice biennal suivant, à adresser à la Conférence des Parties pour qu'elle les examine.

II. Indicateur de résultats CONS-O-8: nombre de pays parties touchés ayant mis en place et appuyé un système national de suivi de la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse

4. À l'échelle nationale, l'indicateur mesure le potentiel de suivi et d'évaluation de la désertification/dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) en quantifiant le nombre de systèmes de suivi mis en place et appuyés. Il donne des informations permettant de déterminer dans quelle mesure il est réaliste, à terme, de compter sur une planification plus efficace des actions visant à contrôler la DDTS et à la combattre.

A. Analyse au plan mondial

1. Degré de réalisation de l'objectif mondial, tendances et attentes

5. L'objectif fixé pour cet indicateur est que, d'ici à 2018, 60 % au moins des pays parties touchés aient mis en place et appuyé un système national de suivi de la DDTS.

¹ Voir la décision 3/COP.8 figurant dans le document ICCD/COP(8)/16/Add.1.

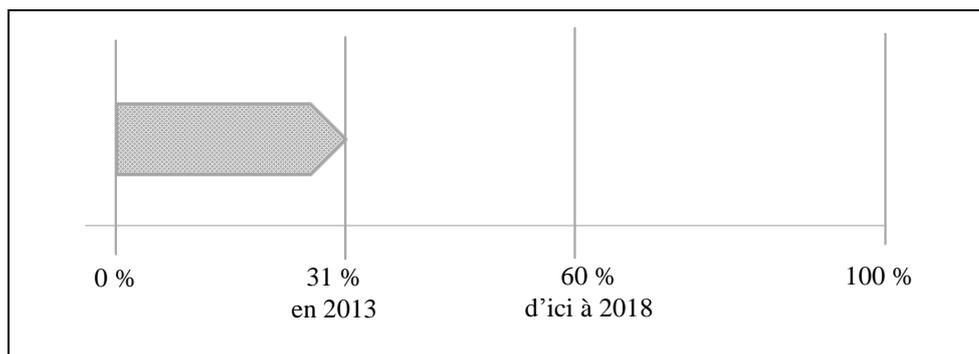
² L'analyse de tendance s'appuie sur un échantillon des rapports soumis par les Parties en 2010 et 2014, qui peut varier pour chaque indicateur selon que les Parties ont ou non répondu à une question donnée. La tendance mesure alors les progrès réalisés par rapport à la référence établie à partir des données communiquées lors de l'exercice biennal 2008-2009.

6. Pendant le cycle 2008-2009 d'établissement de rapports, 34 pays sur les 89 ayant communiqué des informations sur cet indicateur disposaient d'un système de suivi et, dans 25 d'entre eux, ce système était à la fois opérationnel et actualisé.

7. Pendant le cycle 2012-2013 d'établissement de rapports, 46 des pays ayant communiqué des informations sur cet indicateur³ s'étaient dotés d'un système national de suivi spécifique qui, pour 35 d'entre eux, était opérationnel et actualisé. Cent onze pays n'avaient pas du tout mis en place de système de suivi de la DDTS⁴.

8. En associant les données communiquées en 2010 et en 2014, à la fin 2013, 49 pays parties touchés (soit 31 %) avaient contribué à la réalisation de l'objectif⁵.

Figure 1
Degré de réalisation de l'objectif mondial



2. Appui apporté à la mise en place de systèmes de suivi

9. Sur les années 2012 et 2013 pour lesquelles des informations étaient communiquées, 54 pays touchés, 6 sous-régions et 4 régions ont reçu un appui de pays développés parties pour la mise en place de systèmes de suivi. Comme certains bénéficiaires ont reçu un tel appui à plusieurs reprises, on compte en tout 122 systèmes de suivi ayant bénéficié d'un appui, ce qui témoigne de l'importance du soutien apporté par les pays développés parties à la mise en place de systèmes de suivi nationaux dans les pays parties touchés. Il convient de noter, toutefois, que 15 des pays touchés ayant bénéficié d'un appui ont indiqué ne pas avoir mis en place de système de suivi.

10. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a apporté un appui technique et/ou financier à la mise en place de 66 systèmes de suivi spécifiquement consacrés à la DDTS en 2012 et à 35 systèmes en 2013 (soit un recul de 47 %). Aucun système de suivi partiellement consacré à la DDTS n'a reçu d'appui.

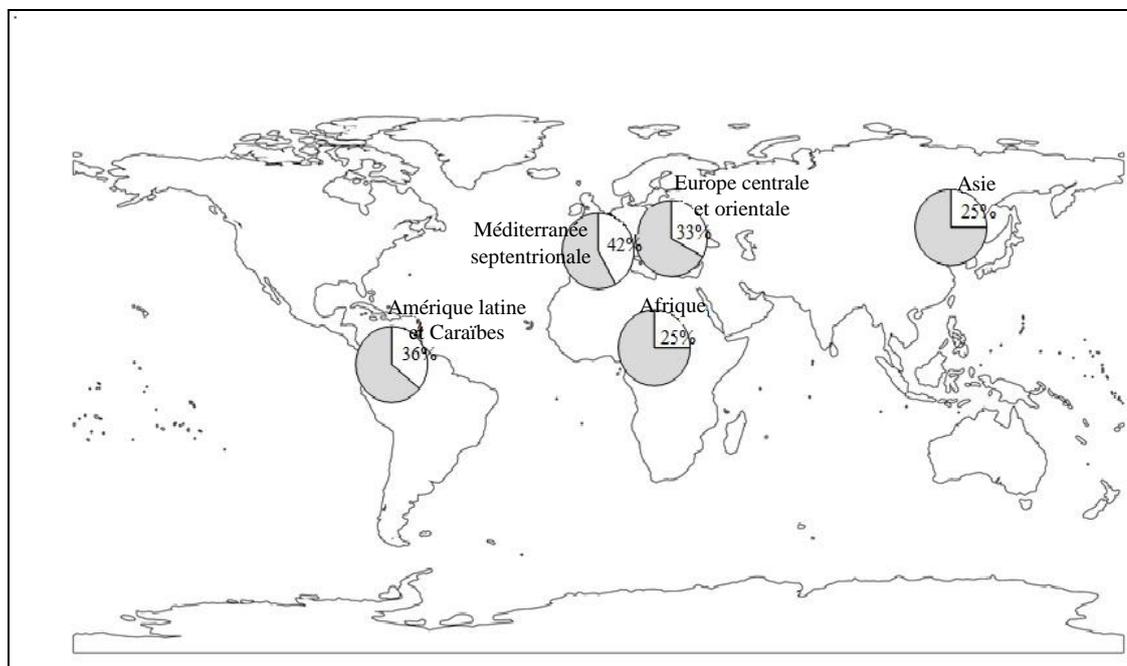
³ Sur les 159 pays parties touchés ayant présenté leur rapport en 2014, 157 avaient communiqué des informations sur cet indicateur.

⁴ Cent quatre pays ont répondu à la question à l'examen lors des deux cycles et 160 y ont répondu au moins une fois sur la même période. En comparant les données des premiers pour 2010 et 2014 en vue d'évaluer le degré de réalisation de l'objectif, on observe que 25 pays ont indiqué disposer d'un système de suivi spécifique, 58 qu'ils n'en disposaient pas et 21 ont donné des réponses contradictoires. Sur ces 21 pays, 8 ont mentionné des systèmes de suivi en 2014, mais pas en 2010, laissant ainsi à penser qu'ils avaient mis en place un nouveau système. Parallèlement, 13 pays avaient mentionné l'existence d'un système de suivi spécifiquement consacré à la DDTS en 2010, mais pas en 2014.

⁵ Pour autant que l'on parte du principe selon lequel les trois pays qui ont mentionné l'existence d'un système de suivi spécifiquement consacré à la DDTS pour la période 2008-2009 et ne l'ont pas fait ou n'ont pas répondu en 2012-2013 disposaient encore de systèmes de suivi opérationnels.

B. Analyse régionale

Figure 2
Degré de réalisation par région



11. C'est en Méditerranée septentrionale que la situation est la plus satisfaisante, puisque 5 des 12 pays disposent d'un système de suivi spécifiquement consacré à la DDTs et les 7 autres un système de suivi partiellement consacré à la DDTs. À l'inverse, en Afrique, le nombre de pays qui ont un système de suivi opérationnel est faible (neuf pays disposent d'un système de suivi spécifiquement consacré à la DDTs opérationnel et actualisé et 24 d'un système de suivi non spécifiquement consacré à la DDTs), en dépit du fait qu'il s'agit de la région la plus soutenue par les pays développés parties (33 pays, ainsi que 4 sous-régions, et la région dans son ensemble reçoivent un appui de pays développés parties; 76 systèmes de suivi en tout ont été soutenus).

1. Afrique

12. Avec 25 % de pays disposant d'un système de suivi spécifiquement consacré à la DDTs, dont seulement 17 % sont opérationnels et actualisés, l'Afrique se situe en-dessous de la moyenne. En Afrique centrale, aucun pays n'a mis en place de système de suivi spécifiquement consacré à la DDTs. On compte toutefois davantage de pays (32, soit 62 %) qui se sont dotés d'un système de suivi de l'environnement partiellement consacré à la DDTs. À l'exception de cinq d'entre eux, tous les pays prévoient de mettre en place un système national de suivi. Dans ces conditions, l'objectif pourrait être atteint d'ici à 2017. Il convient toutefois d'être prudent car cela signifierait que le nombre de systèmes de suivi maintenus en place devrait plus que tripler en quatre ans.

2. Asie

13. Parmi les pays parties asiatiques, 24 % disposaient d'un système national de suivi consacré à la DDTs en 2012-2013. En Asie centrale, aucun ne s'était doté d'un système de suivi, pas même d'un système partiellement consacré à la DDTs. D'ici à 2019, 24 pays envisageaient de mettre en place un tel système si bien que, si ces projets se concrétisaient,

l'objectif pourrait être atteint. Une fois encore, cela signifierait que le nombre actuel de pays parties touchés disposant d'un système de suivi devrait être plus que doublé.

3. Amérique latine et Caraïbes

14. En Amérique latine et aux Caraïbes, 11 pays⁶ ont mis en place un système national de suivi consacré à la DDTS qui, dans sept d'entre eux est opérationnel et actualisé, et plus des deux tiers disposent d'un système environnemental partiellement utilisé pour le suivi de la DDTS. D'ici à 2019, 14 pays envisagent de mettre en place un système de suivi; la région devrait donc être à même d'atteindre le seuil fixé.

4. Méditerranée septentrionale

15. Dans la région de la Méditerranée septentrionale, 42 % des pays disposent déjà d'un système national de suivi consacré à la DDTS qui est, dans tous les cas, opérationnel et actualisé. Tous les pays de la région se sont dotés d'au moins un type de système de suivi.

5. Europe centrale et orientale

16. Un tiers des pays d'Europe centrale et orientale disposent d'un système national de suivi consacré à la DDTS, dont 80 % sont opérationnels et actualisés. Sur les neuf pays qui n'en disposent pas, six se sont dotés d'un système de suivi de l'environnement partiellement consacré à la DDTS. Les quatre autres pays n'ont pas adopté de système de suivi. Compte tenu du nombre limité de pays qui envisagent de mettre en place un tel système, il sera très difficile d'atteindre le seuil fixé d'ici à 2018.

6. Autres pays parties touchés

17. Dans les autres pays parties touchés, le système de suivi consacré à la DDTS en place est opérationnel et actualisé.

III. Indicateur de résultats CONS-O-10: nombre de plans d'action nationaux révisés attestant que les facteurs déterminants de la désertification/dégradation des terres et de la sécheresse et leurs interactions sont connus, ainsi que les interactions entre la désertification/dégradation des terres et la sécheresse, d'une part, les changements climatiques et la biodiversité, d'autre part

18. Cet indicateur mesure le transfert des connaissances scientifiques vers la planification des politiques. Il repose sur le principe selon lequel des programmes d'action nationaux fondés sur de solides connaissances scientifiques se traduiront par des stratégies et des activités de mise en œuvre mieux conçues et plus efficaces au niveau national.

⁶ Soit 36 %.

Analyse au plan mondial⁷

1. Degré de réalisation de l'objectif mondial, tendances et attentes

19. L'objectif mondial fixé pour cet indicateur est que 70 % au moins des PAN révisés soient soumis avec succès à une auto-évaluation de la qualité d'ici à 2018.

20. Pendant le cycle 2012-2013 de présentation de rapports, 31 pays parties touchés avaient aligné leur PAN sur la Stratégie. Cependant, en incluant la réponse d'autres pays qui disposaient d'un PAN aligné et qui avaient procédé à une auto-évaluation pendant le cycle précédent, on compte 32 pays ayant aligné leur PAN sur la Stratégie, dont 23 avaient procédé avec succès à une auto-évaluation de la qualité de ce programme, à savoir 9 en Afrique, 5 en Asie, 3 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 4 en Méditerranée septentrionale et 2 en Europe centrale et orientale. Deux pays, qui n'avaient pas totalement procédé à cette évaluation, ont indiqué qu'ils entendaient le faire pendant le prochain exercice biennal, un pays comptait la mener au cours de la période 2016-2017 et un pays ne l'envisageait pas, pour le moment.

21. Théoriquement, l'objectif est atteint depuis 2010. Compte tenu de la taille assez réduite de l'échantillon, y compris en 2013, l'expression en pourcentage n'est pas nécessairement la plus significative. Quoi qu'il en soit, il est important de noter que dans la grande majorité des pays, l'alignement a également comporté une auto-évaluation de la qualité de l'instrument et le processus suit les orientations données par la Conférence des Parties.

2. Connaissances relatives aux facteurs déterminants de la désertification/dégradation des terres et de la sécheresse et leurs interactions, ainsi qu'aux interactions entre la désertification/dégradation des terres et la sécheresse, d'une part, et les changements climatiques et la biodiversité, d'autre part

22. En 2013, 71 % des pays dont le PAN était révisé et ayant répondu à la question à l'examen, ont indiqué que leur PAN incluait l'identification des facteurs déterminants biophysiques et socioéconomiques et de leurs interactions basée sur les connaissances⁸.

23. De même, 68 % de ces pays ont également répondu que leur PAN incluait une identification et une analyse basées sur les connaissances des interactions entre la DDTs, d'une part, et les changements climatiques et la biodiversité, d'autre part⁹.

3. Lever les obstacles à la gestion durable des terres

24. Une grande majorité des pays ayant aligné leur PAN ont répondu aux questions se rapportant à l'évaluation des obstacles à la gestion durable des terres, dont 80 % ont procédé à cette évaluation. Il convient de noter que tous les pays ayant procédé avec succès à une auto-évaluation de la qualité avaient également évalué les obstacles à la gestion durable des terres. Tous les pays, à l'exception d'un seul, avaient inclus dans leur PAN des recommandations sur la levée de ces obstacles.

⁷ Compte tenu du nombre limité de pays ayant révisé leur PAN, l'analyse aux niveaux sous-régional et régional n'aurait pas été très pertinente, d'où l'idée de ne pas procéder à une telle étude.

Des informations sur la situation générale à ces niveaux figurent dans l'annexe au présent document.

⁸ Ceci vaut pour l'ensemble des pays d'Afrique et de Méditerranée septentrionale, deux pays d'Asie et un pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Un pays d'Europe centrale et orientale a indiqué que son PAN n'incluait pas cette identification.

⁹ Cette fois encore, c'est le cas de l'ensemble des pays d'Afrique et de Méditerranée septentrionale. L'Europe centrale et orientale est la seule région où l'on compte plus de Parties qui n'ont pas procédé à cette identification dans le cadre de leur PAN, que de Parties qui l'ont fait.

4. Indicateurs communs

25. Les questions se rapportant aux données et aux informations disponibles sur les indicateurs de progrès communs aux processus de présentation de rapports au titre de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont été posées pour la première fois lors du cycle de 2014, en vue de comprendre dans quelle mesure on pouvait créer des synergies dans l'établissement de rapports au titre d'autres accords multilatéraux sur l'environnement.

26. Soixante et onze pour cent des pays qui ont répondu à ces questions pouvaient communiquer des données et des informations sur l'évolution de l'abondance et de la répartition d'espèces données¹⁰ et 65 % sur l'évolution des stocks de carbone dans le sol et en surface¹¹. En tout, 58 % des pays disposent de données et d'informations à communiquer sur ces deux indicateurs de progrès.

IV. Indicateur de résultats CONS-O-11: type, nombre et utilisateurs de systèmes de partage des connaissances pertinents pour la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national décrits sur le site Web de la Convention

27. Cet indicateur permet d'évaluer dans quelle mesure les connaissances scientifiques et traditionnelles, y compris les meilleures pratiques, sont disponibles et suffisamment partagées avec les utilisateurs finals.

A. Analyse au niveau mondial

1. Degré de réalisation de l'objectif mondial

28. Un objectif mondial a été défini pour cet indicateur, à savoir que d'ici à 2010, le site Web de la Convention aura été restructuré et comprendra une base de données thématique sur les systèmes de partage des connaissances dans le cadre du système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre (PRAIS).

29. L'objectif mondial pour cet indicateur a été atteint en 2011¹² et les informations qui ont été nécessaires à la constitution de la base de données sont disponibles sur le portail du PRAIS.

30. Les Parties ont toutefois été invitées à continuer d'énumérer tous les systèmes de partage des connaissances pertinents pour la DDTS au niveau national et à communiquer un lien Internet et le nombre estimatif d'utilisateurs par an. Il convient de noter que certaines des données fournies ne correspondaient pas à la définition des systèmes de partage des

¹⁰ Huit en Afrique, quatre en Asie, trois en Amérique latine et aux Caraïbes, les cinq de la Méditerranée septentrionale et deux en Europe centrale et orientale.

¹¹ Sept en Afrique, cinq en Asie, un en Amérique latine et aux Caraïbes, les cinq de la Méditerranée septentrionale et deux en Europe centrale et orientale. L'Amérique latine et les Caraïbes est la seule région où les pays qui ne disposent pas de ces données sont plus nombreux que ceux dans lesquels elles sont disponibles.

¹² Depuis août 2011, le site Web de la Convention inclut une base de données sur les systèmes de partage des connaissances dans le cadre du système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre (PRAIS).

connaissances¹³ et que, dans bien des cas, le nombre estimatif d'utilisateurs de ces systèmes n'était soit pas indiqué, soit pas cohérent.

31. En tout, les pays parties touchés ont fait part de l'existence de 565 systèmes de partage des connaissances et ont communiqué 542 liens Internet.

32. Dix pays développés parties ont donné des informations sur 32 systèmes de partage des connaissances et communiqué les liens Internet les concernant.

2. Appui apporté

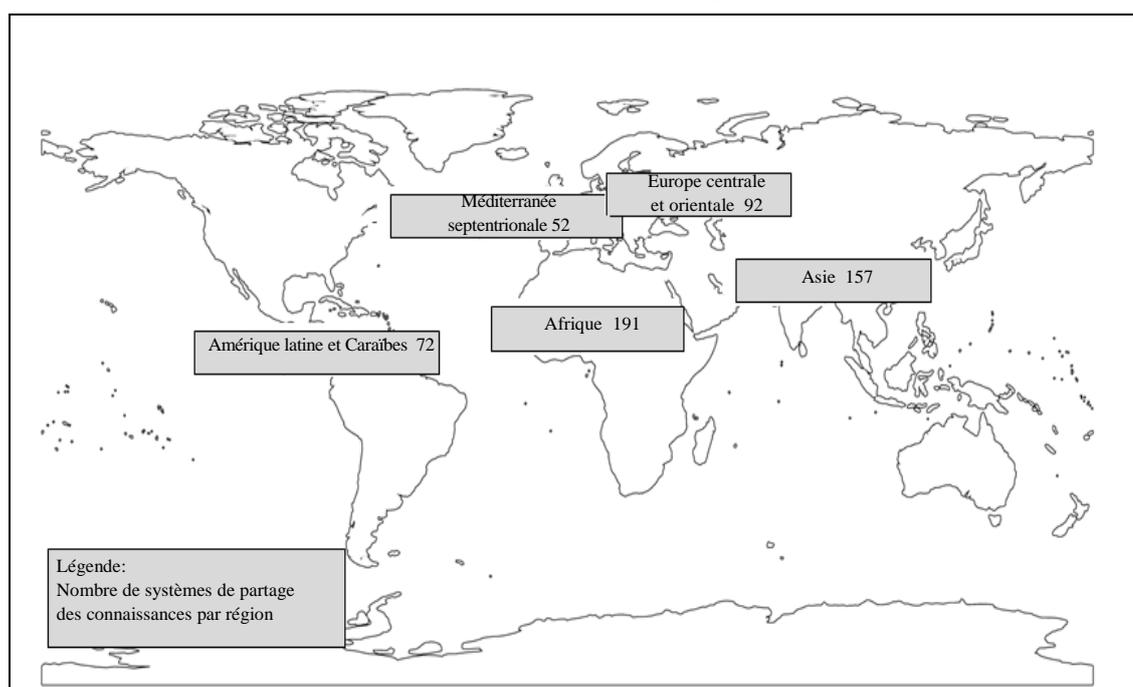
33. Le Programme des Nations Unies pour le développement a apporté un appui technique et/ou financier à cinq systèmes de partage des connaissances, dont ils ont communiqué l'adresse Internet.

B. Analyse régionale

34. La figure 3 donne une vue d'ensemble des systèmes de partage des connaissances dont ont fait part les cinq régions visées aux annexes concernant la mise en œuvre au niveau régional.

Figure 3

Nombre de systèmes de partage des connaissances pertinents pour la DDTs par région



¹³ On entend par «système de partage des connaissances», un système en ligne spécialement conçu pour la gestion et le partage des connaissances (données, informations, outils, compétences, expertise, meilleures pratiques, projets couronnés de succès, etc.) entre les membres d'une organisation ou d'un réseau (le portail du PRAIS, par exemple) (ICCD/CRIC(11)/INF.3).

V. Conclusions

35. Globalement, si l'on en juge par le nombre et les caractéristiques fonctionnelles des systèmes spécialisés en place, la capacité des pays parties touchés à évaluer et suivre les processus de DDTS au niveau national est encore très limitée, en particulier dans certaines régions. Compte tenu du fait que moins d'un tiers de ces pays disposaient d'un système de suivi en 2013 (et un cinquième de systèmes à la fois opérationnels et actualisés), la probabilité d'atteindre l'objectif mondial est minime.

36. Même si 75 pays non dotés d'un système de suivi spécialisé prévoient d'en mettre un en place d'ici à 2019 (l'objectif étant alors atteint), pour doubler le nombre de systèmes de suivi il faudrait consentir à d'importants investissements dans un bref laps de temps. Cela étant, seul un tiers des pays développés parties ont apporté un appui à la mise en place d'un système de suivi propre à la DDTS¹⁴.

37. En outre, dans toutes les régions, les pays qui s'appuient essentiellement sur des systèmes de suivi qui ne sont pas propres à la DDTS sont beaucoup plus nombreux que ceux qui ont mis en place un système de suivi spécialisé dans la DDTS¹⁵. Se pose donc la question de savoir s'il serait plus efficace d'élargir la portée de ces systèmes que d'en établir de nouveaux qui seraient spécialisés dans la DDTS.

38. Le processus actuel d'élaboration, de révision et d'alignement des PAN porte ses fruits pour ce qui est de l'efficacité attendue de la planification nationale: une large majorité des PAN alignés (81 %) incluent l'identification des facteurs déterminants biophysiques et socioéconomiques de la DDTS basée sur les connaissances et de leurs interactions avec les changements climatiques et la biodiversité; de même, dans la plupart d'entre eux, les obstacles à une gestion durable des terres ont été pris en compte.

39. D'après ces chiffres, le processus d'alignement s'est accompagné d'un meilleur diagnostic de la DDTS fondé sur des connaissances scientifiques, y compris de ses interactions avec d'autres menaces pour l'environnement comme les changements climatiques et la diminution de la biodiversité. Cela peut conduire à l'établissement de données de référence et à la définition d'objectifs concrets dans le cadre des PAN, demande pour l'instant non satisfaite de la Conférence des Parties¹⁶.

40. À cet égard, il est important de noter que 70 % des pays ayant aligné leur PAN disposent de données et d'informations à communiquer sur les indicateurs de progrès actuellement inclus dans le processus de présentation de rapports au titre de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Il s'agit là d'une base solide à partir de laquelle créer davantage de synergies dans l'établissement de rapports sur les indicateurs de progrès des Conventions de Rio.

41. Au total, 565 systèmes de partage des connaissances et 542 liens Internet ont été signalés par les Parties. Le portail PRAIS fournit des liens vers ces systèmes de partage des connaissances.

¹⁴ Un autre tiers n'a pas apporté d'aide aux pays parties touchés en la matière et le dernier tiers n'a pas communiqué d'informations sur cet indicateur.

¹⁵ Sur les 140 pays ayant répondu à la question à l'examen, 99 (soit 71 %) disposent d'un système de suivi portant partiellement sur les questions liées à la DDTS, ce qui signifie que 72 pays sur 111 (soit 65 %) ne disposent pas de système de suivi propre à la DDTS.

¹⁶ Décision 22/COP.11.

VI. Recommandations

42. Ci-après figurent les premières recommandations que les Parties pourraient examiner à la treizième session du Comité, le but étant d'engager rapidement des consultations sur des projets de décision qui seraient soumis à la douzième Conférence des Parties, pour examen:

a) Les pays parties touchés sont invités à redoubler d'efforts pour faire en sorte que les systèmes de suivi en place demeurent opérationnels et soient régulièrement actualisés, pour rendre à nouveau opérationnels ceux qui ont été interrompus et, enfin, pour étendre la portée de ceux qui ne concernent que partiellement les questions de DDTS afin qu'ils puissent fournir les informations précises souhaitées;

b) Il est demandé au secrétariat de la Convention de réaliser une analyse approfondie des systèmes de suivi nationaux, régionaux et mondiaux, examinant notamment leur portée, leur fonctionnement et leur efficacité, afin de mettre ces informations à la disposition des partenaires de développement susceptibles d'apporter une aide technique et financière au développement et à l'exploitation de ces systèmes, y compris les partenaires du secteur privé;

c) Les pays développés parties et les organisations techniques et financières compétentes, y compris du secteur privé, sont invités à accorder un appui supplémentaire aux pays parties touchés en vue d'assurer la mise en place et le bon fonctionnement des systèmes nationaux de suivi;

d) En vertu de la décision 22/COP.11, les pays parties touchés sont invités à établir des données de référence et à définir des objectifs concrets dans le cadre de leur PAN, en s'appuyant sur un diagnostic fondé sur des connaissances scientifiques au niveau national;

e) Les institutions relevant de la Convention devront inscrire dans leur programme de travail respectif pour 2016-2017, des activités particulières de nature à aider les pays parties touchés à évaluer et à suivre la DDTS, et qui viseront les pays, sous-régions et régions ayant indiqué ne pas disposer des capacités et des instruments adéquats à cet égard.

Annexe

[Anglais seulement]

Tables and figures relating to the performance indicators under operational objective 3

List of figures

	<i>Page</i>
1. Monitoring systems for desertification, land degradation and drought – national contribution to the target (Global)	15
2. Number of monitoring systems established in affected country Parties and/or UNCCD subregions/regions with the technical and/or financial support of developed country Parties	18
3. Self-assessment of aligned national action programmes (Global).....	20

List of tables

	<i>Page</i>
1. Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (DLDD) (Global).....	14
2. Monitoring systems for desertification, land degradation and drought – national contribution to the target (Global)	14
3. Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (Africa)	15
4. Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (Asia).....	16
5. Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (Latin America and the Caribbean)	16
6. Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (Northern Mediterranean).....	16
7. Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (Central and Eastern Europe)	17
8. Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (Other affected country Parties)	17
9. Number of monitoring systems established in affected country Parties and/or UNCCD subregions/regions with the technical and/or financial support of developed country Parties	17
10. Geographic distribution of assistance provided by developed country Parties (DCPs) to monitoring systems (MS) of affected country Parties.....	19

11.	Self-assessment of aligned national action programmes (Global).....	20
12.	Revision of the national action programme and inclusion of a knowledge-based identification of drivers of desertification, land degradation and drought and their interaction (Global).....	21
13.	Revision of the national action programme and inclusion of a knowledge-based identification of interaction of desertification, land degradation and drought with climate change and biodiversity (Global).....	21
14.	Self-assessment of aligned national action programmes (Africa)	22
15.	Self-assessment of aligned national action programmes (Asia)	22
16.	Self-assessment of aligned national action programmes (Latin America and the Caribbean)	23
17.	Self-assessment of aligned national action programmes (Northern Mediterranean)	23
18.	Self-assessment of aligned national action programmes (Central and Eastern Europe).....	24

Tables and figures relating to CONS-O-8

Table 1
Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (DLDD) (Global)

<i>Region</i>	<i>DLDD monitoring system established</i>	<i>DLDD monitoring system not established</i>	<i>DLDD monitoring system updated and functional</i>	<i>DLDD monitoring</i>		<i>No monitoring system partially covering DLDD</i>
				<i>system not updated/functional</i>	<i>Monitoring system partially covering DLDD</i>	
Africa	13	39	9	2	32	15
Asia	11	35	9	2	32	12
Latin America and the Caribbean	11	20	7	3	19	9
Northern Mediterranean	5	7	5	0	7	0
Central and Eastern Europe	5	10	4	1	9	5
Other affected country Party	1	0	1	0	-	-
Global (total)	46	111	35	8	99	41

Table 2
Monitoring systems for desertification, land degradation and drought – national contribution to the target (Global)

<i>Region</i>	<i>In place in 2012–2013</i>	<i>Planned for 2014–2015</i>	<i>Planned for 2016–2017</i>	<i>Planned for 2018–2019</i>	<i>No plan</i>
Africa	13	18	12	5	5
Asia	11	4	10	10	10
Latin America and the Caribbean	11	4	9	1	6
Northern Mediterranean	5	1	0	0	5
Central and Eastern Europe	5	0	1	0	9
Other affected country Party	1	-	-	-	-
Global (total)	46	27	32	16	35

Figure 1
Monitoring systems for desertification, land degradation and drought – national contribution to the target (Global)

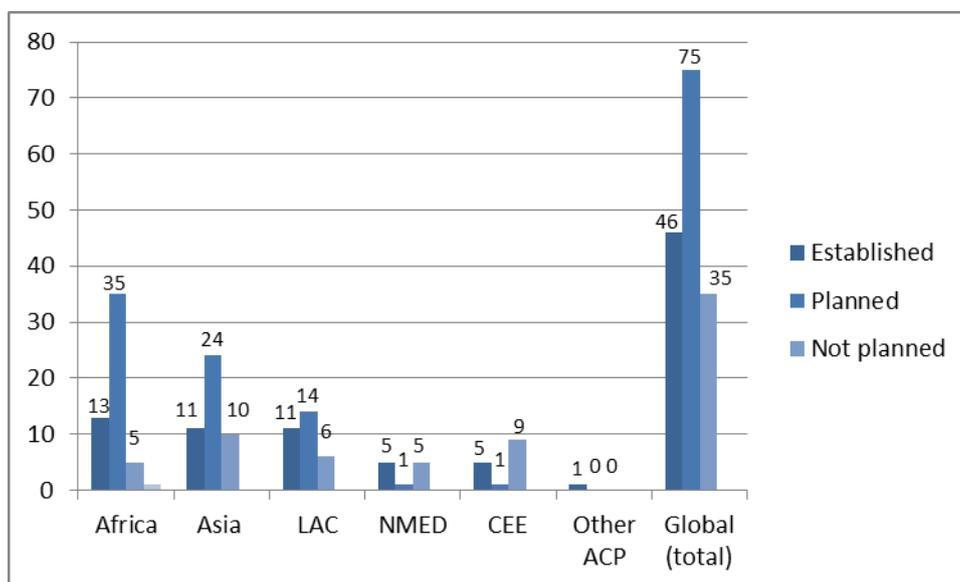


Table 3
Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (Africa)

Subregion	DLDD monitoring system established	DLDD monitoring system updated and functional	Monitoring system partially covering DLDD	Planned for			Not planned yet
				2014–2015	2016–2017	2018–2019	
Central Africa	0	n.a.	5	4	3	1	2
Eastern Africa	2	2	3	3	0	1	2
Northern Africa	2	0	2	2	1	1	0
Southern Africa	2	1	9	5	4	2	1
Western Africa	7	6	13	4	4	0	0
Africa (total)	13	9	32	18	12	5	5

Table 4
Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (Asia)

<i>Subregion</i>	<i>DLDD monitoring system established</i>	<i>DLDD monitoring system updated and functional</i>	<i>Monitoring system partially covering DLDD</i>	<i>Planned for</i>			<i>Not planned yet</i>
				<i>2014–2015</i>	<i>2016–2017</i>	<i>2018–2019</i>	
Central Asia	0	n.a.	0	0	1	4	0
East Asia	2	2	3	1	0	0	0
Pacific	3	2	9	2	3	1	3
South Asia	3	2	6	0	2	1	0
South-East Asia	2	2	7	0	3	0	5
West Asia	1	1	7	1	1	4	2
Asia (total)	11	9	32	4	10	10	10

Table 5
Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (Latin America and the Caribbean)

<i>Subregion</i>	<i>DLDD monitoring system established</i>	<i>DLDD monitoring system updated and functional</i>	<i>Monitoring system partially covering DLDD</i>	<i>Planned for</i>			<i>Not planned yet</i>
				<i>2014–2015</i>	<i>2016–2017</i>	<i>2018–2019</i>	
Andean	1	1	3	1	2	0	0
Caribbean	5	2	7	1	3	1	4
Mesoamerica	3	2	5	1	2	0	2
South Cone	2	2	4	1	2	0	0
Latin America and the Caribbean (total)	11	7	19	4	9	1	6

Table 6
Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (Northern Mediterranean)

<i>Region</i>	<i>DLDD monitoring system established</i>	<i>DLDD monitoring system updated and functional</i>	<i>Monitoring system partially covering DLDD</i>	<i>Planned for</i>			<i>Not planned yet</i>
				<i>2014–2015</i>	<i>2016–2017</i>	<i>2018–2019</i>	
Northern Mediterranean (total)	5	5	7	1	0	0	5

Table 7
Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (Central and Eastern Europe)

Region	DLDD monitoring system established	DLDD monitoring system updated and functional	Monitoring system partially covering DLDD	Planned for			Not planned yet
				2014–2015	2016–2017	2018–2019	
Central and Eastern Europe (total)	5	4	6	0	1	0	9

Table 8
Number of affected country Parties that established and supported a national monitoring system for desertification, land degradation and drought (Other affected country Parties)

Other affected country Party (total)	DLDD monitoring system established	DLDD monitoring system updated and functional	Monitoring system partially covering DLDD	Planned for			Not planned yet
				2014–2015	2016–2017	2018–2019	
	1	1	-	-	-	-	-

Table 9
Number of monitoring systems established in affected country Parties and/or UNCCD subregions/regions with the technical and/or financial support of developed country Parties

Developed country Parties (total)	DLDD-specific monitoring systems supported in 2012	DLDD-specific monitoring systems supported in 2013	Monitoring systems partially covering DLDD supported in 2012	Monitoring systems partially covering DLDD supported in 2013
	28	27	70	79

Figure 2
Number of monitoring systems established in affected country Parties and/or UNCCD subregions/regions with the technical and/or financial support of developed country Parties

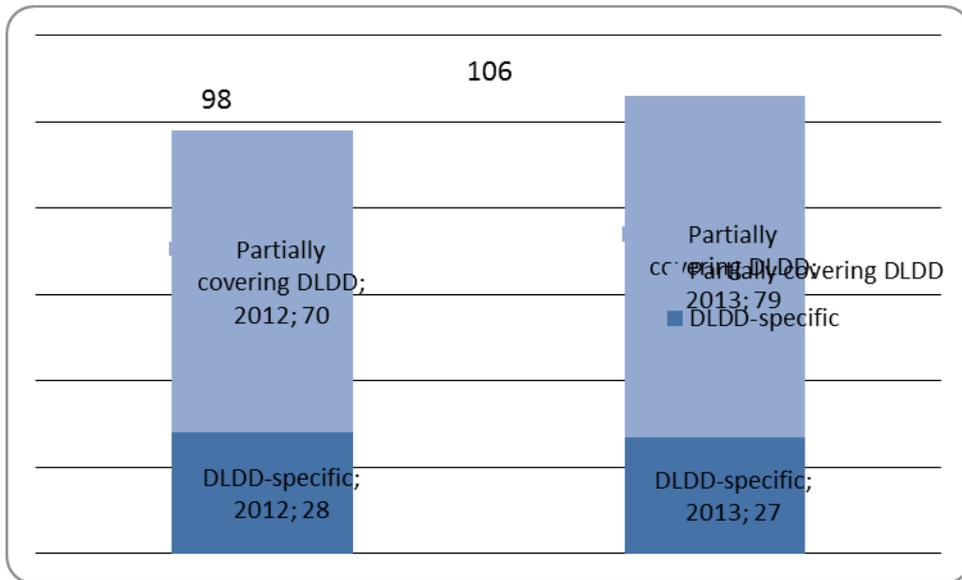


Table 10
**Geographic distribution of assistance provided by developed country Parties (DCPs)
to monitoring systems (MS) of affected country Parties**

<i>Entity</i>	<i>Entities supported (number of monitoring systems)</i>			<i>Number of DCPs supporting monitoring system establishment/maintenance in affected countries</i>
	<i>Country</i>	<i>Subregion</i>	<i>Region/Global</i>	
Africa	65 MS in 33 countries	8	3	8
Central Africa	6	1		1
Eastern Africa	8	1		3
Northern Africa	10	1		3
Southern Africa	4	0		3
Western Africa	37	5		4
Asia	10 MS in 9 countries	7	1	5
Central Asia	6	6		3
East Asia	2	0		1
Pacific	0	0		0
South Asia	1	0		1
South-East Asia	0	1		1
West Asia	1	0		1
Latin America and the Caribbean	12 MS in 8 countries	0	0	2
Andean	3			1
Caribbean	3			1
Mesoamerica	1			1
South Cone	5			2
Northern Mediterranean	0	n.a.	2	1
Central and Eastern Europe	4 MS in 4 countries	n.a.	2	4
Global			8	2
Total				8 global support to MS by 2 DCPs
				8 regional MS in all 4 regions supported by 4 DCPs
				15 subregional MS in 6 subregions supported by 5 DCPs
				91 MS in 54 affected countries supported by 8 DCPs
				Total of 122 MS supported by 10 DCPs

Tables and figures relating to CONS-O-10

Table 11
Self-assessment of aligned national action programmes (Global)

Region	Knowledge-based identification and analysis of biophysical and socioeconomic drivers of DLDD	Knowledge-based identification and analysis of the interaction between DLDD and climate change and biodiversity	Assessment of the barriers to SLM	Recommendations for removing the barriers to SLM included	Data for the indicators available	
					Trends in abundance and distribution of selected species	Trend in carbon stocks above and below ground
Africa	9	9	9	9	8	7
Asia	5	4	6	6	4	5
Latin America and the Caribbean	3	3	3	3	3	1
Northern Mediterranean	4	5	5	5	5	5
Central and Eastern Europe	2	1	2	1	2	2
Global (total)	23	22	25	24	22	20

Figure 3
Self-assessment of aligned national action programmes (Global)

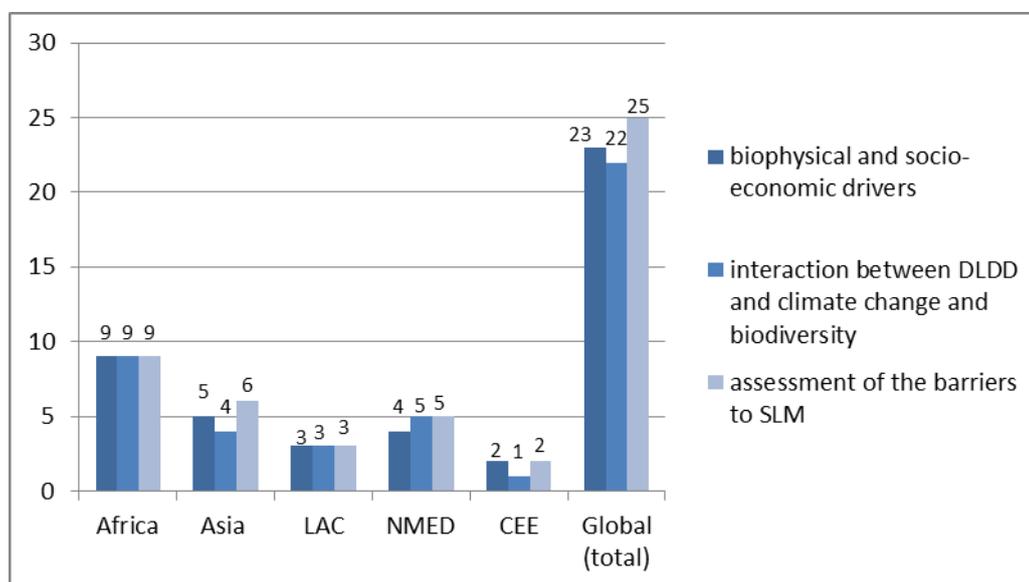


Table 12

Revision of the national action programme and inclusion of a knowledge-based identification of drivers of desertification, land degradation and drought and their interaction (Global)

<i>Region</i>	<i>Self-assessed</i>	<i>Planned for 2014–2015</i>	<i>Planned for 2016–2017</i>	<i>Planned for 2018–2019</i>	<i>No plan</i>
Africa	9	-	-	-	-
Asia	5	1	1	0	1
Latin America and the Caribbean	3	0	0	0	0
Northern Mediterranean	5	-	-	-	-
Central and Eastern Europe	2	1	0	0	0
Global (total)	24	2	1	0	1

Table 13

Revision of the national action programme and inclusion of a knowledge-based identification of interaction of desertification, land degradation and drought with climate change and biodiversity (Global)

<i>Region</i>	<i>Self-assessed</i>	<i>Planned for 2014–2015</i>	<i>Planned for 2016–2017</i>	<i>Planned for 2018–2019</i>	<i>No plan</i>
Africa	9	-	-	-	-
Asia	4	1	1	0	1
Latin America and the Caribbean	3	0	1	0	0
Northern Mediterranean	5	-	-	-	-
Central and Eastern Europe	1	2	0	0	0
Global (total)	22	3	2	0	1

Table 14
Self-assessment of aligned national action programmes (Africa)

<i>Subregion</i>	<i>Knowledge-based identification and analysis of biophysical and socioeconomic drivers of DLDD</i>	<i>Knowledge-based identification and analysis of the interaction between DLDD and climate change and biodiversity</i>	<i>Assessment of the barriers to SLM^a</i>	<i>Recommendations for removing the barriers to SLM^a included</i>	<i>Data for the indicators available</i>	
					<i>Trends in abundance and distribution of selected species</i>	<i>Trend in carbon stocks above and below ground</i>
Central Africa	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Eastern Africa	3	3	3	3	3	3
Northern Africa	1	1	1	1	1	0
Southern Africa	2	2	2	2	2	2
Western Africa	3	3	3	3	2	2
Africa (total)	9	9	9	9	8	7

^a Sustainable land management.

Table 15
Self-assessment of aligned national action programmes (Asia)

<i>Subregion</i>	<i>Knowledge-based identification and analysis of biophysical and socioeconomic drivers of DLDD</i>	<i>Knowledge-based identification and analysis of the interaction between DLDD and climate change and biodiversity</i>	<i>Assessment of the barriers to SLM^a</i>	<i>Recommendations for removing the barriers to SLM^a included</i>	<i>Data for the indicators available</i>	
					<i>Trends in abundance and distribution of selected species</i>	<i>Trend in carbon stocks above and below ground</i>
Central Asia	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
East Asia	1	1	1	1	0	1
Pacific	0	0	1	1	1	1
South Asia	1	1	1	1	1	0
South-East Asia	1	0	1	1	1	1
West Asia	2	2	2	2	1	2
Asia (total)	5	4	6	6	4	5

^a Sustainable land management.

Table 16
Self-assessment of aligned national action programmes (Latin America and the Caribbean)

<i>Subregion</i>	<i>Knowledge-based identification and analysis of biophysical and socioeconomic drivers of DLDD</i>	<i>Knowledge-based identification and analysis of the interaction between DLDD and climate change and biodiversity</i>	<i>Assessment of the barriers to SLM^a</i>	<i>Recommendations for removing the barriers to SLM^a included</i>	<i>Data for the indicators available</i>	
					<i>Trends in abundance and distribution of selected species</i>	<i>Trend in carbon stocks above and below ground</i>
Andean	1	1	1	1	1	0
Caribbean	1	1	1	1	1	1
Mesoamerica	1	1	1	1	1	0
South Cone	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Latin America and the Caribbean (total)	3	3	3	3	3	1

^a Sustainable land management.

Table 17
Self-assessment of aligned national action programmes (Northern Mediterranean)

<i>Region</i>	<i>Knowledge-based identification and analysis of biophysical and socioeconomic drivers of DLDD</i>	<i>Knowledge-based identification and analysis of the interaction between DLDD and climate change and biodiversity</i>	<i>Assessment of the barriers to SLM^a</i>	<i>Recommendations for removing the barriers to SLM^a included</i>	<i>Data for the indicators available</i>	
					<i>Trends in abundance and distribution of selected species</i>	<i>Trend in carbon stocks above and below ground</i>
Northern Mediterranean (total)	5	5	5	5	5	5

^a Sustainable land management.

Table 18

Self-assessment of aligned national action programmes (Central and Eastern Europe)

<i>Region</i>	<i>Knowledge-based identification and analysis of biophysical and socioeconomic drivers of DLDD</i>	<i>Knowledge-based identification and analysis of the interaction between DLDD and climate change and biodiversity</i>	<i>Assessment of the barriers to SLM^a</i>	<i>Recommendations for removing the barriers to SLM^a included</i>	<i>Data for the indicators available</i>	
					<i>Trends in abundance and distribution of selected species</i>	<i>Trend in carbon stocks above and below ground</i>
Central and Eastern Europe (total)	2	1	2	1	2	2

^a Sustainable land management.